



REFUS D'AVIS DE TOUS LES ELUS DU CE LES SALARIES EXIGENT LE RETRAIT DU PSE !

Teleperformance centre Est, 24 Août 2008

Le refus unanime des élus du CE de « Téléperformance Centre Est » de donner un avis ce 20 août 2009 est un point d'appui considérable dans la bataille qui oppose les salarié-es à la Direction.

Ceci est une victoire notable pour les salariés, malgré la position de la direction consistant à nier le fait que les élus n'aient pas rendus d'avis.

La Direction de Téléperformance maintient sa réorganisation et son « PSE » contenant 157 licenciements, le transfert de 340 postes de Paris à Villeneuve d'Asq et Orléans et de 16 postes de Pantin à Guyancourt, et compte faire comme si les élus avaient rendu leur avis alors qu'ils ont refusé à l'unanimité de voter !

La résolution du même CE pour engager un référé pour faire constater la nullité de la consultation et faire annuler le « PSE » est donc également très importante : le référé décidé doit être engagé sans tarder !

L'appel au respect du mandat et la colère des salariés, qui rejettent le « PSE », a permis d'obtenir ce résultat : nous nous en félicitons !

Les 157 licenciements, les fermetures de sites et les 340 mutations qui sont des licenciements déguisés sont inacceptables !

Les 500 postes en moins dégraderaient les conditions de travail et la qualité de service de façon considérable !

Pourquoi la direction ne veut pas consulter les Comités Hygiène Sécurité et Condition de travail (CHSCT) ?

Alors que l'expert confirme la dégradation des conditions de travail suite à ce projet, que redoute t elle ?

Pour tous les salarié-es, le retrait pur et simple du « PSE » est la seule voie acceptable !

L'action en justice est importante pour faire respecter les prérogatives du CCE, CE et des CHSCT, mais la mobilisation du personnel est également un élément fondamental.

Comme si de rien n'était et comme l'indique la note de la direction du 21 Août dernier, dès Mercredi 26 août au CCE la Direction de l'UES TELEPERFORMANCE France veut imposer la mise en œuvre du projet c'est-à-dire le lancement de la procédure pour les licenciements et les mutations-licenciements à partir du mois de Septembre, avec un volet « social » au rabais et sans garantie, éludant ses responsabilités vis-à-vis des salarié-es qu'elle veut envoyer au chômage.

Nous appelons les salariés à rester mobilisés et à se réunir en AG avec les organisations syndicales, afin de décider de l'action à mener pour faire reculer la Direction !

Le rôle des représentants du personnel est-il d'accompagner les licenciements en enrobant la pilule ou de faire en sorte d'empêcher les licenciements, les mutations et les fermetures de sites et d'agir pour améliorer dès maintenant les conditions de travail et la rémunération ?

Le « PSE » a pour seul objectif d'augmenter les profits déjà considérables des actionnaires de Téléperformance qui ont gagné 26 millions de dividende en 2008 !

**MOBILISONS NOUS POUR
LE RETRAIT DU PSE ET LE MAINTIEN DE TOUS LES
SITES
ET DE TOUS LES EMPLOIS SUR PLACE !
TOUS EN LUTTE, LE 26 AOUT A 9H00.
A FIRMIN GILLOT ET SUR TOUS LES SITES,
POUR FAIRE CEDER LA DIRECTION**